

de se trouver la cause première d'une rupture qui compromettrait la paix générale, il a cru devoir se départir de ses prétentions légales, et offrir au gouvernement anglais de reconnaître le 49° degré nord comme ligne de démarcation entre les possessions des deux nations sur les côtes de l'océan Pacifique, en lui accordant aussi *l'entrée libre de tous les ports sur l'île de Vancouver, au sud de ce parallèle*, c'est-à-dire, l'entrée libre du détroit de Juan de Fuca ou de Puget.

Le gouvernement anglais, non satisfait de cette dernière concession, réclame encore la libre navigation de la Colombia. Le gouvernement américain a refusé péremptoirement d'admettre cette nouvelle exigence des diplomates anglais en faveur des intérêts de la célèbre compagnie de la baie d'Hudson dans le territoire de l'Orégon.

Pour notre part, nous pensons que les Etats-Unis ne doivent point en droit reconnaître ou consentir à cette prétention exagérée. En concédant l'entrée libre des ports sur l'île de Vancouver, les Américains ont consenti un droit énorme, et qui doit suffisamment prouver aux hommes politiques de l'Europe que les démocrates américains ne sont point des ambitieux prêts à tout sacrifier, même la paix du monde, par esprit de propagande ou d'agrandissement.

Les Américains ne font point de propagande, seulement ils sont attachés à leurs institutions, qui ont prouvé être les meilleures pour eux en pratique pendant plus de soixante ans ; et, par suite, ils sont animés d'une opiniâtreté, d'un esprit de résistance